



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 5 mars 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28 janvier 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES**

294 Rue Benoit Perret  
73410 Entrelacs

Références : 20250128-RAP-InspectionONYX-Entrelacs.odt  
Code AIOT : 0006104307

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES implanté Agence Savoie 294 Rue Benoît Perret 73410 Entrelacs. L'inspection a été annoncée le 17/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES
- Agence Savoie 294 Rue Benoît Perret 73410 Entrelacs
- Code AIOT : 0006104307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VEOLIA est régulièrement autorisée, par un arrêté préfectoral du 10/05/07, à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, au sein de son établissement situé sur le territoire de la commune nouvelle d'Entrelacs (ex-Albens). Le classement des activités a été mis à jour par arrêté du 29 juin 2022.

Le site qui occupe une surface totale de 33 000 m<sup>2</sup> est situé dans une zone à vocation artisanale, à l'écart des habitations. Une trentaine de personnes travaillent actuellement au sein de l'établissement, dont 4 seulement dédiées à l'exploitation des installations de tri, transit et regroupement de déchets

(le gros de l'effectif est constitué par les transporteurs).

Les déchets, principalement des déchets d'activités économiques, proviennent de la Haute-Savoie, la Savoie et l'Ain.

L'établissement dispose d'une zone spécialement dédiée au stockage des huiles usagées comportant : 6 réservoirs d'une contenance totale de 240 m<sup>3</sup> associés à une rétention et une aire de dépotage.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Suites aux demandes d'actions correctives	Rapport du 12 août 2024
2	Situation administrative du site	AP Complémentaire du 29/06/2022, article 1
3	Conception des bâtiments d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 6.1.3
4	Installations électriques et de détection	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 6.1.2- 6.2.2

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 28 janvier 2025 n'a pas mis en évidence de non-conformité des installations aux dispositions réglementant le site sur les points contrôlés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suites aux demandes d'actions correctives

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport du 12 août 2024
<b>Thème(s) :</b> Autre, Actions mises en œuvre
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <b>article - 5 - 1.2 et 1.6 de l'arrêté préfectoral du 10/05/2007 :</b>  Mettre en œuvre les dispositions permettant d'éviter tout erreur de manipulation des organes de manœuvre des cuves et des actes de malveillances par des personnes non autorisées en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mettant en place des consignes d'exploitation écrites sur les opérations de remplissage ou de vidange des cuves et la manipulation des organes de jonction et de manœuvre.</li> <li>• remplacer les robinets-vannes existants par des dispositifs permettant de visualiser si la vanne est en position ouverte ou fermée.</li> <li>• sécuriser l'accès aux dispositifs de jonction et aux vannes des cuves, en verrouillant leur accès (condamnation du coffret, obturation par des bouchons cadencés des jonctions, verrouillage des organes le manœuvre de chargement des réservoirs...)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b>  En séance, il a été présenté les différents justificatifs de la mise à disposition des nouvelles procédures de chargement et déchargement des huiles usagées. Les opérateurs de la société SEVIA, en charge du transfert et du transport de ces huiles, ont reçu une sensibilisation et signé la nouvelle procédure. Par ailleurs une procédure est notamment affichée près des cuves.  Des consignes relatives à l'information des responsables d'ONYX par la société SEVIA en cas d'incident ont été mises en place. A cet égard, l'exploitant annonce qu'un exercice sur un incident de dépotage sera programmé en 2025 pour valider les consignes mises en place.  En ce qui concerne la demande de remplacement des vannes, l'exploitant explique qu'il n'est pas judicieux de modifier les équipements mis en place car plus sécurisant. En effet, les tuyauteries étant en charge (selon le niveau de remplissage des cuves d'huiles), en cas d'une mauvaise manipulation le dédit est plus important par une vanne de type papillon que d'un robinet-vanne. Aussi, un rappel des procédures de dépotage a été renouvelé auprès des chauffeurs intervenant régulièrement sur le site d'Onyx à Entrelacs.  Lors de la visite des installations, il a été constaté la mise en place d'un système d'interverrouillage à clé prisonnière, interdisant l'accès aux raccordements des cuves sans avoir au préalable fermé la vanne d'isolement des rejets d'eaux pluviales. A cet égard, une consigne d'utilisation de ce dispositif est affichée sur place</p>

De plus il a été également relevé que l'accès aux vannes est sécurisé par un verrou et les robinets sont protégés par des cadenas interdisant leur manipulation sans disposer des clés remis qui sont à disposition des opérateurs à l'accueil du site.

Les actions mises en place répondent aux demandes de renforcement de la sécurité des opérations de dépotage et de chargement des huiles usagées sur le site d'Onyx.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Situation administrative du site

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 29/06/2022, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Volume et capacité des activités

**Prescription contrôlée :**

Volumes et capacités des activités autorisées sur le site d'ONYX à Entrelacs

Rubrique/régime	Activité	Niveau autorisé sur le site
3510-A	Élimination ou valorisation des déchets dangereux avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</li> <li>reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</li> </ul>	Capacité maximale : <b>17,9 tonnes par jour</b>
3550-A	Stockage temporaire de déchets dangereux	Quantité maximale de déchets dangereux entreposée sur le site : <b>253 tonnes</b>
2791-2-A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720,2760,2771, 2780, 2781 et 2782	Quantité maximale de déchets traités sur le site: <b>40t/j</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>broyage de déchets de bois et de papiers</li> </ul>
2718-1-A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et	Quantité maximale de déchets dangereux entreposée sur le site : <ul style="list-style-type: none"> <li>Batteries: 20 t</li> <li>Huiles usagées: 229 t</li> </ul>

	2717, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Emballages et chiffons souillés: 4 t</li> </ul> Total : <b>253 t</b>
2717-NC	Station de transit de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Quantité maximale présente sur le site: <ul style="list-style-type: none"> <li>gravats : <b>60 m<sup>3</sup></b></li> </ul>
2716-2DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714 et 2715, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	Quantités maximales autorisées sur le site: <ul style="list-style-type: none"> <li>déchets en mélange, y compris avec fraction fermentescible et refus de tri : 200m<sup>3</sup></li> <li>déchets verts : 30m<sup>3</sup></li> <li>déchets de plâtre : 100 m<sup>3</sup></li> </ul> Total : <b>330 m<sup>3</sup></b>
2715-NC	Installation de tri, transit ou regroupement de déchets non dangereux de verre	Volume maximal autorisé sur le site : <b>40 m<sup>3</sup></b>
2714-1-E	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> .	Quantités maximales autorisées sur le site : <ul style="list-style-type: none"> <li>papiers/cartons: 3000 m<sup>3</sup></li> <li>bois: 300 m<sup>3</sup></li> <li>plastique:150 m<sup>3</sup></li> <li>pneumatiques: 60 m<sup>3</sup></li> </ul> Total : <b>3510 m<sup>3</sup></b>
2713-1-E	Transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets métalliques non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2712, 2711, et 2712, la surface étant supérieure ou égale à 1000 m <sup>2</sup> .	Surface de stockage : <b>5000 m<sup>2</sup></b>
2710-1-NC	Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial.	La quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant

		inférieure à 1 tonne
2710-2-NC	Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial	Le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant inférieur 100 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Les volumes des activités constatés lors de la visite d'inspection ainsi que les relevés des six derniers mois des stocks de déchets présentés par l'exploitant montrent le respect des seuils autorisés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juin 2022.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

### N° 3 : Conception des bâtiments d'entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 6.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception des bâtiments
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments et locaux abritant les installations, sont construits, équipés et protégés en rapport avec la nature des risques présents. Les locaux abritant l'installation doivent : <ul style="list-style-type: none"> <li>- présenter les caractéristiques de réaction et résistance au feu minimales suivantes : murs, planchers hauts et couverture incombustibles.</li> <li>- permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité.</li> <li>- en fonctionnement normal, être ventilés de façon à éviter toute accumulation de gaz ou de vapeurs inflammables ou toxiques.</li> <li>- être conçus pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. L'ouverture des équipements de désenfumage doit pouvoir se faire manuellement par des commandes facilement accessibles en toutes circonstances et clairement identifiées.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le site dispose de quatre bâtiments d'entreposage des déchets organisés comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un hangar de transfert de DIB ouvert sur la totalité du pignon d'accès. Ce bâtiment est équipé de trappes de désenfumage installés sur la toiture sur la partie arrière du local. Une commande manuelle est présente à l'entrée.</li> <li>- un bâtiment dédié à l'entreposage des papiers « dit propres ». La toiture de ce local a été remplacée en 2024 et équipée de trappes de désenfumages commandées par une commande manuelle situé à proximité de l'entrée.</li> <li>- un bâtiment d'entreposage de métaux non équipé de trappe de désenfumage. Compte tenu des caractéristiques des métaux et de la quantité entreposée, l'exploitant n'a pas équipé ce local de trappe de désenfumage. Toutefois ce bâtiment est équipé de dispositifs de détection et d'alarme en cas d'incendie est des extincteurs sont disposés à proximité de l'entrée.</li> <li>- un hangar de compactage de papier et carton ouvert sur deux façades. De ce fait, l'installation de trappes de désenfumage n'est pas obligatoire.</li> </ul> Il est à noter que tous les bâtiments sont équipés de détecteurs de fumées et de caméras thermiques et d'alarmes. Les dispositifs de désenfumage ont fait l'objet d'une maintenance le 17 décembre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Installations électriques et de détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 6.1.2- 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance des détecteurs et équipements incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de sécurité sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. La surveillance d'une zone de sécurité ne doit pas reposer que sur un seul point de détection. Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur, dont le décret modifié n° 88-1056 du 14 novembre 1988.
<b>Constats :</b> Lors de la visite des installations, il est constaté la présence de détecteurs de flamme et d'alarmes répartis dans les bâtiments de stockage des déchets. De plus, les locaux sont également surveillés par un réseau de caméras et des extincteurs sont disposés à proximité des entrées. A cet égard, un sondage aléatoire réalisé sur les extincteurs montre que ces équipements ont fait l'objet d'un contrôle en novembre 2024. L'exploitant a transmis le 3 février 2025 les derniers rapports de contrôle des extincteurs, de la maintenance du dispositif de surveillance et de l'alarme incendie et des installations électriques. Ces opérations de maintenance et de contrôle réalisé en 2024 n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite